ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1973 — 5e CIRCONSCRIPTION ROYAN-MARENNES



# Dr Michel BOUCHER

*Conseiller général du canton de SAUJON,*
*Maire de PISANY,*
*Officier de la Légion d'honneur,*
*Déporté de la Résistance.*

**Socialiste indépendant**
**soutenu par les radicaux de gauche**
**pour une République nouvelle par l'Union de la Gauche.**

---

ELECTRICES, ELECTEURS,

Vous le sentez tous comme moi, les élections du 4 mars **revêtent une exceptionnelle importance.** En effet, ou bien vous allez continuer à tolérer un régime qui diminue de jour en jour vos libertés, tant individuelles que collectives, ou bien **vous allez faire confiance à une gauche nouvelle** qui ne ressemble en rien à celle du passé.

Vous allez accomplir un **geste capital pour l'avenir de notre pays** et c'est la raison essentielle pour laquelle, médecin de campagne, ancien déporté de la Résistance, maire, conseiller général, je fais appel à vos suffrages avec à mes côtés mon ami Henri CHAILLOLEAU, lui aussi maire et conseiller général.

Il est impensable de revenir aux erreurs du passé, il n'est plus possible non plus qu'une grande Puissance comme la France qui, aux dires de ses dirigeants, n'a jamais été aussi riche, accepte :

1° Que la « stabilité » s'applique seulement aux salaires des travailleurs des villes et des champs, des fonctionnaires, des artisans, des petits commerçants, alors que la vie ne cesse de monter d'une manière vertigineuse. L'expansion ne profitant qu'aux privilégiés de la fortune et à eux seuls.

2° Que l'agriculture soit délibérément sacrifiée, les charges pesant de plus en plus lourdement sur elle et le monde ostréicole. Tous méritent d'être défendus comme les marins pêcheurs attachés à leurs maigres privilèges.

On sait, par les chiffres officiels, que le revenu d'un paysan moyen est égal à 60 % du revenu d'un Français moyen.

3° Que la mortalité dans notre pays soit une des plus fortes d'Europe. Il faudrait 400 000 lits de plus dans les hôpitaux. Nos savants, nos chercheurs, nos techniciens reçoivent une aide dérisoire.

4° Que les vieux n'aient pas de quoi vivre décemment.

5° Que le monde des anciens combattants n'ait rien obtenu des justes revendications proposées par l'U.F.A.C.

Vivant depuis quarante ans parmi vous, connaissant vos besoins et la dureté de votre vie quotidienne, je me demande si cela peut continuer ?

Si oui, alors nos petites communes, que nous venons momentanément de sauver de fusions autoritaires, risquent de disparaître ou seront écrasées par des charges de plus en plus lourdes comme n'ont cessé de le souligner depuis 1966 les congrès des maires de France et le président de notre Conseil général.

Peut-on croire qu'un beau pays comme le nôtre, qui distribue des milliards sans aucun contrôle des élus, ne pense pas en premier lieu à faire des écoles, des hôpitaux, des crèches, des logements, des stades, des piscines, des ponts.

Dans ce département, et c'est tout à son honneur, il a fallu suppléer à la carence gouvernementale dans tous les domaines (ponts de l'île d'Oléron, de la Seudre, maisons de retraite, défense de l'enfance, colonie de vacances, office de tourisme, C.E.G., piscine, ramassage scolaire gratuit, syndicats multiples, etc.).

**Pouvez-vous supporter plus longtemps un régime d'immoralité et de scandales** (La Villette, la Garantie Foncière, le proxénétisme protégé de Lyon, les affaires Aranda, Dega, puis plus près de nous celui de l'île de Ré ou encore celui des **« Prévoyants de l'Avenir »**, dénoncé publiquement à la dernière session du Conseil général où un déficit de **3 milliards 670 millions d'anciens francs** a été enfin reconnu par le pouvoir après sept années de mise en garde par les services financiers ?

Pouvez-vous supporter plus longtemps qu'un régime qui **détient tous les moyens d'information et de propagande,** qui dépense sans compter votre argent pour la campagne de ses candidats officiels et dont le **Président de la République** qui devrait avoir un rôle d'arbitre n'hésite pas à descendre dans l'arène politique comme un chef de parti, menace même l'opposition en cas de victoire

**Pouvez-vous accepter plus longtemps que tous les pouvoirs de notre pays soient entre les mains de technocrates parisiens qui méprisent le peuple et ses élus.**

Déjà en 1967, nous défendions l'idée d'une démocratie nouvelle avec un gouvernement de législature s'appuyant sur une assemblée disposant de pouvoirs réels, avec des assemblées politiques et économiques régionales et locales permettant à notre région de défendre ses légitimes intérêts.

**Nous proposions :**

- La nationalisation des grandes entreprises capitalistes.
- La reconnaissance du droit au logement avec 700 000 constructions annuelles.
- Le plein emploi.
- La retraite décente à soixante ans, sans cumul, avec une Sécurité sociale égale pour tous.
- L'établissement d'un service public laïc et gratuit de l'Education nationale permettant à la jeunesse de s'épanouir pleinement.
- L'indépendance de notre pays sur le plan politique et économique.
- Une défense nationale sans force de frappe inutile et ruineuse avec une armée ayant retrouvé une âme.
- Une véritable réforme de la fiscalité avec en particulier la suppression de la T.V.A. pour les collectivités locales.
- Une information égale pour tous (presse, radio, télévision).
- La construction économique et politique de l'Europe véritable, gage de paix dans le monde, en condamnant toutes les agressions et toutes les formes de colonialisme et de racisme.

En nous portant en tête des forces de gauche le 5 mars 1967, plus de **22 000 électeurs,** le 12 mars 1967, **nous ont montré la justesse de notre combat. Il est toujours le même** et c'est pourquoi nous sommes à nouveau candidat.

**Le programme d'Union de la Gauche** nous semble actuellement apte à réaliser dans notre pays une **véritable démocratie sociale.**

**Si tous les républicains unis pour la première fois depuis plus de trente-cinq ans comprennent leur devoir, la victoire nous appartient.**

ALORS ENSEMBLE NOUS CONSTRUIRONS CETTE REPUBLIQUE NOUVELLE GENEREUSE ET LIBRE DONT NOUS REVONS TOUS.

**Docteur Michel BOUCHER**

**Conseiller général du canton de Saujon,**

**MAIRE DE PISANY**

**Officier de la Légion d'honneur - Rosette de la Résistance**
**Croix de guerre 1939-1945 avec palme - Croix du Combattant volontaire de la Résistance**
**Médaille de la Déportation - Médaille du Combattant international contre le fascisme (1933-1945)**
**Officier d'Académie**

**Michel BOUCHER** est installé depuis 1939 à Pisany dans la maison de ses grands-parents. Son grand-père, né à Corme-Ecluse, fut instituteur à Thézac où naquit sa mère. Sa grand-mère, née à Bourcefranc, était la sœur du médecin-amiral Burot. Entré dans la Résistance en 1941, Michel Boucher, après la mort de Robinet, fusillé par les Allemands, et de Grasset, abattu par la milice à côté d'E. Depreux, devint le responsable départemental de Libération-Nord. Arrêté, il fut déporté à Neuengamme. A son retour, il fut élu conseiller général du canton de Saujon. En 1948, il dénonça le scandale de Lafond, où plus de 200 millions furent engloutis, faisant ainsi réaliser au département une économie de 30 millions par an. Ses confrères le nommèrent président du cercle Saintes-et-Seudre. Il est toujours membre du Conseil syndical départemental des médecins, délégué cantonal, vice-président départemental et président de la section saintaise de la Ligue des Droits de l'Homme, il est aussi président national, départemental et local de la Fédération des déportés, résistants et patriotes.



Suppléant : **Henri CHAILLOLEAU**

**Attaché de mission aux Assurances,**
**Conseiller général de Saint-Pierre-d'Oléron,**
**Maire de Saint-Pierre-d'Oléron,**
**Ordre national du Mérite**

IMP. FOUCHE ET FILS-SAUJON